



ABROGATION D'UNE INTERDICTION D'ACCÈS

51, rue de la Montagne
Appartement 1er étage duplex porte de droite
À Nantes

MESURES DE POLICE

La Maire de la Ville de Nantes,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-1 et suivants,

Vu l'arrêté PGR2020JL15 du 27 juillet 2020 pris suite à l'incendie ayant affecté l'immeuble situé 51, rue de la Montagne à Nantes

Considérant le procès-verbal de réception des travaux du 23 janvier 2023,

Considérant en conséquence qu'il n'y a plus de risques pour la sécurité des occupants de cette habitation

Sur la proposition du Directeur Général des Services de la Ville,

ARRÊTE :

Article 1 - L'arrêté PGR2020JL15 du 27 juillet 2020 interdisant l'accès à l'appartement du 1er étage, duplex porte de droite, au 51 rue de la Montagne à Nantes **est abrogé.**

Article 2 - Le présent arrêté sera notifié au syndic.

Article 3 - M. le Directeur Général des Services de la Ville et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

À Nantes, le 13 octobre 2023

P. BOLO,

L'Adjoint délégué,
Pour Madame la Maire

Pour Madame la Maire, l'Adjoint délégué certifie le caractère exécutoire du présent arrêté, qui a été transmis en préfecture le **27 OCT. 2023**

Le destinataire de cet acte administratif, qui désire contester la décision, peut saisir le Tribunal Administratif de Nantes d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de la notification de celle-ci. Il peut également saisir le Maire d'un recours gracieux. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence de l'autorité municipale vaut rejet implicite.

Tout document émanant ou traité par la Mairie de Nantes fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de la Mairie de Nantes et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. Conformément à la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous disposez d'un droit d'interrogation d'accès, de rectification et d'opposition pour motifs légitimes relativement à l'ensemble des données vous concernant, qui s'exercent par courrier postal à l'attention de la Direction risques et protection des populations de Nantes Métropole/Ville de Nantes, 2 rue de l'Hôtel de Ville, 44094 Nantes cedex 1 accompagné d'une copie d'un titre d'identité.

Accusé de réception en préfecture
044-214401093-20231027-2023SRC48-AR
Date de télétransmission : 27/10/2023
Date de réception préfecture : 27/10/2023

2023SRC48